COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

**CINQUIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE ET DES
TRANSPORTS DU PACIFIQUE**

(Port-Vila, Vanuatu, 8–12 mai 2023)

**TD 03: ÉLABORATION D'UN NOUVEAU CADRE EN FAVEUR D'UN SECTEUR
MARITIME DURABLE DANS LE PACIFIQUE BLEU**

(Document présenté par la Communauté du Pacifique et l'Organisation maritime internationale)

Objet

1. L'objet de ce document est de solliciter l'approbation des ministres des Transports s'agissant de la co-conception d'un cadre régional pour le transport maritime profondément remanié, reposant sur l'évaluation¹ du *Cadre d'action relatif aux services de transport 2011-2020* (FATS) et sur la décision de l'Organisation maritime internationale (OMI) d'établir un Bureau de présence régionale en Océanie.

Contexte

2. Cette proposition donne suite au point 29 (Collaboration et coordination en Océanie) des [conclusions](#) de la **quatrième Conférence régionale des ministres de l'Énergie et des Transports du Pacifique** (PRETMM4) lors de laquelle les ministres des Transports ont notamment appelé :
 - *III. l'OMI à établir un bureau régional dans les îles du Pacifique en tirant parti des partenariats et des programmes de coopération technique existants, et à appuyer la proposition de l'Australie de promouvoir cette initiative lors de la prochaine Assemblée de l'OMI ; et*
 - *IV. la CPS à mener des consultations et à étudier les options envisageables pour l'élaboration d'un nouveau cadre relatif aux services de transport en prenant en compte la nécessité d'aborder les questions aériennes. La CPS présentera ses conclusions lors de la première réunion des ministres des Transports ou des responsables des transports qui aura lieu en 2020 et obtiendra des conseils quant à la voie à suivre.*
3. La nécessité d'élaborer un nouveau cadre pour promouvoir un secteur maritime durable dans le Pacifique bleu est également appuyée par quatre (4) récentes initiatives internationales et régionales.
4. Sur le plan international, le Conseil de l'OMI a approuvé l'établissement d'un Bureau de présence régionale en Océanie lors de sa 34^e session extraordinaire, en 2021. La création d'un Bureau de présence régionale permanent permettra à l'OMI d'approfondir ses connaissances concernant les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA) du Pacifique, et de renforcer sa capacité à fournir une assistance technique dans la région. Après examen de différents paramètres et de contributions émanant de l'ensemble de la région, le Secrétaire général de l'OMI a décidé d'établir le Bureau de présence régionale aux Fidji. L'OMI et le Gouvernement des Fidji œuvrent actuellement à rendre ce bureau opérationnel dès que possible.

¹ [ÉVALUATION DU FATS 2023 – RAPPORT FINAL 16042023](#).

5. Sur le plan régional, le secteur des transports maritimes continue de bénéficier d'une grande attention au plus haut niveau et en 2021, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des îles du Pacifique ont publié une *Déclaration sur l'océan* reconnaissant le rôle essentiel joué par le secteur maritime dans la région du Pacifique bleu et promouvant :

« [le] développement durable et résilient du secteur maritime, y compris l'investissement dans les nouvelles technologies et les opérations, afin de garantir un transport maritime sûr, accessible, efficace et abordable qui appuie la stratégie de décarbonation de l'Organisation maritime internationale et contribue à rendre le secteur maritime plus silencieux. »

6. En 2022, les dirigeants océaniques ont adopté la *Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050* (Stratégie 2050) qui définit leurs valeurs, leur vision et leurs engagements politiques pour le continent du Pacifique bleu. La Stratégie 2050 s'articule autour de sept domaines thématiques². Le transport maritime fait partie du domaine Technologie et connectivité, pour lequel les dirigeants se sont fixé l'objectif suivant : « Tous les peuples océaniques doivent jouir d'un accès *abordable, sûr et fiable* aux transports maritimes, terrestres et aériens » (italique ajouté). Les modalités de mise en œuvre des différents domaines thématiques reconnaissent la nécessité de prendre en compte « d'autres cibles et indicateurs pertinents pour l'Océanie permettant de mesurer l'efficacité des partenariats et les progrès réalisés pour renforcer le régionalisme ». En d'autres mots, la Stratégie 2050 reconnaît implicitement que les autres stratégies sectorielles axées sur l'Océanie doivent contribuer à la mise en œuvre de ses domaines thématiques.

7. L'initiative régionale la plus récente est l'*appel de Port-Vila pour une transition juste vers une Océanie exempte de combustibles fossiles* de 2023. Cet appel souligne la nécessité d'un changement de stratégie et l'importance de la collaboration entre les initiatives régionales, notamment en :

« Appelant les participants à la cinquième Conférence régionale des ministres de l'Énergie et des Transports du Pacifique (PRETMM5) à confier à la Communauté du Pacifique (CPS) la mission d'élaborer une stratégie régionale pour des transports maritimes décarbonés en collaboration avec des initiatives telles que le Pacific Blue Shipping Partnership. »

8. Les ministres des Transports ont décidé d'élaborer un nouveau cadre pour les transports, car le FATS, principale initiative régionale en la matière, a pris fin en 2020. Il avait été adopté en 2011³ par les États et Territoires insulaires océaniques en réponse à la demande formulée par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique dans leur déclaration de 2004, intitulée « *Principes du Forum en matière de services de transport régionaux* ». Son objectif était d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et la durabilité des services de transport océaniques.

9. Lors de la quatrième PRETMM, il a été décidé que la mise en œuvre du FATS se poursuivrait jusqu'à l'adoption d'un nouveau cadre. Avec l'appui financier de l'OMI, la CPS a recruté une société de conseil pour évaluer le FATS et un rapport de suivi des progrès a été présenté lors de la Conférence régionale des responsables des transports organisée virtuellement à Vanuatu en novembre 2022.

² Ces domaines sont les suivants : leadership politique et régionalisme ; développement centré sur l'humain ; paix et sécurité ; ressources et développement économique ; changement climatique et catastrophes ; océan et ressources naturelles ; technologie et connectivité.

³ Lors de la première Conférence régionale océanique des ministres de l'Énergie, des Technologies de l'information et de la communication, et des Transports. Un examen à mi-parcours a été réalisé en 2015.

Situation actuelle

10. L'évaluation du FATS a été menée entre août 2022 et avril 2023, notamment au moyen d'un questionnaire soumis à onze (11)⁴ États et Territoires insulaires océaniques et trois (3)⁵ organisations régionales.
11. De manière générale, le rapport d'évaluation recommande l'élaboration d'un nouveau cadre complet, souple et adaptable qui met l'accent sur les besoins actuels, les défis en constante évolution et les problèmes émergents propres au secteur des transports maritimes dans la région du Pacifique bleu.
12. Les principales conclusions de l'évaluation du FATS sont les suivantes.
 - a. Le FATS a joué un rôle utile dans l'orientation du développement des transports en Océanie, mais il doit être remanié en profondeur pour traiter les problèmes émergents et appuyer les stratégies régionales telles que la Stratégie 2050 et la Déclaration de Boe.
 - b. Le nouvel instrument doit établir un cadre robuste de surveillance, d'évaluation et d'apprentissage afin que ses retombées puissent être mesurées et que les ajustements nécessaires puissent être apportés sur la base d'éléments factuels.
 - c. Le nouveau cadre doit respecter le principe de souveraineté, et garantir que les politiques et plans nationaux sont élaborés et mis en œuvre conformément à ses directives pour assurer la cohérence.
 - d. Le nouveau cadre doit comprendre des mesures et des cibles claires en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologies, notamment en ce qui concerne les cadres réglementaires, les mécanismes de financement, la collecte et l'analyse de données, les infrastructures et les services, la sûreté et la sécurité, et l'atténuation du changement climatique.
 - e. Les parties prenantes, en particulier celles issues du secteur privé et de la société civile, doivent participer plus activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et politiques de transport en Océanie.
 - f. Bien que les ministres des Transports aient demandé l'inclusion de l'aviation dans le nouveau cadre, les progrès réalisés par le PASO et la complexité des services de transport terrestre exigent que le nouveau cadre porte exclusivement sur le secteur du transport maritime.

Enjeux

13. Le secteur du transport maritime dans le Pacifique bleu ayant considérablement changé depuis l'adoption du FATS en 2011, il est impératif que le cadre soit actualisé en profondeur afin de prendre en compte différents problèmes émergents, tels que le changement climatique, la digitalisation et les besoins des groupes vulnérables (notamment les personnes ayant des besoins particuliers, les jeunes, les personnes âgées, les jeunes femmes et les filles).
14. Le nouveau FATS portera sur des thèmes reflétant les besoins, les priorités et les aspirations des États et Territoires insulaires océaniques, et les harmonisera avec la Stratégie 2050, les Objectifs de développement durable et d'autres cadres régionaux et internationaux importants, dont ceux de l'OMI.

⁴ Îles Cook, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu et Vanuatu.

⁵ Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO), Forum des Îles du Pacifique (FIP) et Programme régional océanique de l'environnement (PROE).

15. Les besoins particuliers des PEID et des PMA en matière de transport maritime sont présentés comme des priorités dans le plan stratégique de l'OMI, *Stratégie de renforcement des capacités pour la décennie 2021-2030*. Adopté dans le cadre de la résolution A.1166(32), ce plan couvre quatre domaines principaux : la sûreté et la sécurité maritimes, la protection du milieu marin, la législation maritime et la facilitation du trafic maritime international.
16. Pour répondre aux besoins et aux défis propres aux PEID, l'OMI gère un programme d'assistance technique spécifique par l'entremise du Programme intégré de coopération technique (PICT), dans le cadre d'un programme mondial intitulé « Appui des besoins des PEID et des PMA en matière de transport ». Les activités définies dans le PICT visent à renforcer les capacités institutionnelles, juridiques, administratives, scientifiques et techniques des PEID et des PMA aux fins de la mise en œuvre des réglementations internationales contenues dans les instruments conventionnels et non conventionnels adoptés par l'OMI.
17. Ayant approuvé l'établissement d'un Bureau de présence régionale en Océanie, l'OMI envisage d'adopter une stratégie qui orientera sa coopération technique avec la région Pacifique, lui permettant d'aligner ses objectifs sur les besoins et priorités de ses membres océaniens.
18. Après examen approfondi, il s'est avéré que le nouveau FATS et la stratégie pour la région Pacifique proposée par l'OMI partageaient des objectifs communs s'agissant de l'appui des besoins, des priorités et des ambitions des États et Territoires insulaires océaniques aux fins de la promotion d'un secteur maritime durable dans le Pacifique bleu. Étant donné que le plan de coopération technique de l'OMI aborde de nombreuses questions qui seront traitées dans le FATS, combiner les deux stratégies permettra de mieux répondre à la demande des dirigeants d'adopter une approche intégrée. Par ailleurs, la mise au point d'une stratégie unique permettra non seulement de réduire les dépenses, mais évitera également la redondance des tâches ou les confusions pendant les phases d'élaboration et de mise en œuvre.
19. La proposition d'élaborer un cadre régional unique pour le secteur maritime semble avantageuse à la fois pour les États et Territoires insulaires océaniques et pour l'OMI. Elle bénéficie aux États et Territoires insulaires océaniques dans la mesure où ces derniers élaboreront la nouvelle stratégie et en seront responsables au premier chef, l'utiliseront pour orienter leurs actions dans le domaine maritime à l'échelle régionale et nationale, surveilleront sa bonne mise en œuvre et réaliseront les évaluations futures.
20. De même, cette proposition bénéficie à l'OMI qui contribuera à la conception et au pilotage de la nouvelle stratégie menée par les États et Territoires insulaires océaniques, pourra utiliser cette stratégie pour déterminer l'assistance technique à dispenser aux PEID et aux PMA océaniques par l'entremise du PICT aux fins de la mise en œuvre des réglementations internationales contenues dans les instruments conventionnels et non conventionnels adoptés par l'OMI, et contribuera à la rédaction des rapports sur la mise en œuvre et aux évaluations futures du cadre.
21. Lors de la phase de planification initiale, il a été décidé que le nouveau cadre ou la nouvelle stratégie serait élaboré au moyen d'outils de réflexion prospective. Ces derniers aideront à cerner les visions, les objectifs et les thèmes ou domaines d'intérêt de la nouvelle stratégie. La CPS et l'OMI coordonneront le processus d'élaboration de la stratégie piloté par les États et Territoires insulaires océaniques en collaboration avec le PROE et d'autres organisations membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), des parties prenantes océaniques et des partenaires du développement régionaux et internationaux.

Recommandations

22. Les ministres des Transports sont invités à :
- a. **féliciter** la CPS et l'OMI, qui ont entrepris et financé l'évaluation du FATS, et examiné les différentes options en vue de l'élaboration d'un nouveau cadre en faveur de transports maritimes durables dans le Pacifique bleu ;
 - b. **saluer** la réponse positive de l'OMI à une demande antérieure des ministres des Transports en faveur de l'établissement d'un Bureau de présence régionale en Océanie ;
 - c. **remercier** l'Australie, les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, la CPS et le PROE pour leur appui financier et en nature à cette initiative ;
 - d. **soutenir** la proposition d'élaboration d'un nouveau cadre complet, souple et adaptable, axé sur les besoins, les priorités, les défis et les enjeux émergents propres au secteur des transports maritimes dans le Pacifique bleu, et renfermant des mesures et des cibles claires en matière de digitalisation, de sûreté et de sécurité, de transfert des technologies, d'atténuation du changement climatique, et de renforcement des capacités institutionnelles, juridiques, administratives, scientifiques et techniques aux fins de la mise en œuvre des réglementations internationales énoncées dans les instruments conventionnels et non conventionnels adoptés par l'OMI ;
 - e. **demander** à la CPS et à l'OMI de piloter la coordination du processus d'élaboration du nouveau cadre par les États et Territoires insulaires océaniques, en collaboration avec le PROE, d'autres organisations membres du CORP, des parties prenantes océaniques et des partenaires du développement régionaux et internationaux, au moyen d'outils de réflexion prospective ; et
 - f. **charger** les responsables des transports dans les États et Territoires insulaires océaniques de prendre une part active à l'élaboration du nouveau cadre en faveur de transports maritimes durables dans le Pacifique bleu et d'adopter ce cadre avant la sixième Conférence régionale des ministres de l'Énergie et des Transports du Pacifique.

Date : 24 avril 2023